

Jean-Marie LE GUEN

*Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 712 pour agir contre l'épidémie d'obésité [7 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT) DE

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du texte de la motion de censure et prend acte de ce dépôt [3 avril 2008] (p. 1215)

HOMMAGE DE BIENVENUE DE

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec [25 septembre 2008] (p. 5143)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-François Copé : décide de procéder au vote par assis et levé dans le cas de scrutins donnant lieu à contestation [5 décembre 2007] (p. 5011)

M. Jean-Pierre Brard : répond qu'il évoquera les conditions de travail de l'Assemblée avec le Président [23 septembre 2008] (p. 4977)

M. Jean-Marc Ayrault : accorde une suspension de séance à M. Jean-Marc Ayrault pour la réunion hebdomadaire de son groupe [23 septembre 2008] (p. 4980)

M. Frédéric Lefebvre : indique que l'opposition n'est pas responsable du retard apporté à l'ouverture de la séance et demande "d'éviter les procès inutiles" [23 septembre 2008] (p. 4980)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-François Copé (cf supra) (p. 5011)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4977)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

Répond au rappel au règlement de M. Frédéric Lefebvre (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4980)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [29 janvier 2008] (p. 590)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement comment il compte financer les déficits annuels de la sécurité sociale ; demande l'utilisation à des besoins immédiats des crédits affectés au dossier médical personnel n'ayant pas été dépensés ; demande la présence de la ministre de la santé [24 octobre 2007] (p. 3214)

Considère que les conditions du débat ne sont pas conformes à l'esprit de la loi organique [24 octobre 2007] (p. 3217)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine : demande au Gouvernement si la possibilité de départ à la retraite à 55 ans des avocats entre dans le cadre de négociations [25 octobre 2007] (p. 3267)

En appelle à un consensus raisonnable sur l'organisation des débats afin de permettre au Parlement de s'exprimer [26 octobre 2007] (p. 3422)

Demande au Gouvernement des éclaircissements sur la position du Président de la République sur les négociations concernant le régime de retraite de la SNCF [29 octobre 2007] (p. 3475)

Aimerait que M. Bur, rapporteur, précise clairement sa position sur l'assujettissement des stock-options à une contribution sociale [22 novembre 2007] (p. 4500)

Souhaite la présence de la ministre de la santé pour aborder le texte sous l'angle de la politique de santé, de la prévention et de la santé mentale [8 janvier 2008] (p. 58)

Souligne que le texte ne répond qu'à une partie des crimes sexuels, ceux exposés par les médias, les plus nombreux ayant lieu dans le silence des familles [9 janvier 2008] (p. 111)

Souhaite connaître la position de M. Copé, président du groupe majoritaire, sur les projets de réforme du règlement [9 juillet 2008] (p. 4465)

Souligne les liens étroits entre réforme du règlement et réforme de la Constitution [9 juillet 2008] (p. 4467)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement**

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2607)

Thèmes :

Agriculture : produits phytosanitaires (p. 2607)

Santé : santé publique (p. 2607)

Santé : sécurité sanitaire (p. 2607)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3095) : rejetée (p. 3103)

Son intervention (p. 3104)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 3104)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3096)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3097)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 3097)

Démographie : vieillissement de la population (p. 3096)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 3098)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3098)

Politique sociale : solidarité (p. 3096 et s.)

Professions de santé : internes (p. 3098 et s.)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 3098)

Santé : accès aux soins (p. 3095, 3098, 3104)

Santé : données médicales (p. 3096)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3096)

Sécurité sociale : comptes : recettes (p. 3096)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 3095)

Sécurité sociale : déficit (p. 3095 et s.)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3095 et s.)

Sécurité sociale : organismes (p. 3097)

Sécurité sociale : protection sociale : réforme (p. 3096)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3097)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3196)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Ses interventions (p. 3200 et s.)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Ses interventions (p. 3206, 3208)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3209)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3211)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3214)

Article 6 (prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3217)

Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3218)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Ses interventions (p. 3228 et s.)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 239 de Mme Martine Billard (création d'une contribution sociale sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 3239)

Intervient sur l'adt n° 549 rectifié de M. Dominique Tian (réintégration dans l'assiette des allègements de cotisations sociales patronales de la rémunération du temps de pause et d'habillement) (p. 3244 et s.)

Intervient sur l'adt n° 213 de Mme Jacqueline Fraysse (contributions patronale et salariale sur les attributions gratuites d'actions aux salariés) (p. 3248)

Intervient sur l'adt n° 237 de Mme Martine Billard (contributions patronale et salariale sur les stock-options) (p. 3248)

Intervient sur l'adt n° 215 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3248)

Intervient sur l'adt n° 386 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus du patrimoine due au titre des plus-values financières) (p. 3248)

Intervient sur l'adt n° 385 de Mme Marisol Touraine (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus financiers due au titre des plus-values financières) (p. 3248)

Intervient sur l'adt n° 12 deuxième rectification de la commission (contributions patronale et salariale sur

les stock-options et les attributions gratuites d'actions) (p. 3254)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3261 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Marisol Touraine (cf. supra) (p. 3266)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) (p. 3274)

Son amendement n° 393 (substitution d'un mécanisme de baisse des prix aux remises versées à l'assurance maladie sur les ventes de médicaments) (p. 3273) : rejeté (p. 3274)

Son amendement n° 387 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac) : adopté (p. 3274)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 439 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3291)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Ses amendements n°s 440 (de suppression) et 441 (p. 3305)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son amendement n° 442 (p. 3236)

Ses interventions (p. 3322 et s.)

Son amendement n° 394 rectifié (p. 3329)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses amendements n°s 391, 443 et 395 (p. 3342, 3343, 3345)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3351)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise

sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Son amendement n° 397 (possibilité pour l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire d'émettre un avis sur la valeur des lettres-clés et sur les tarifs des actes et prestations) (p. 3355) : rejeté (p. 3356)

Son amendement n° 396 rectifié (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356) : retiré (p. 3357)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Ses interventions (p. 3363 et s.)

Son amendement n° 419 (p. 3368)

Son amendement n° 418 : adopté (p. 3369)

Son amendement n° 445 (p. 3369)

Son amendement n° 529 : adopté (p. 3370)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Jean-Luc Prél (habilitation des pharmaciens d'officine à conclure des accords de bon usage de médicaments, des contrats de bonne pratique ou des contrats de santé publique) (p. 3371)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3373 et s.)

Son amendement n° 424 : adopté (p. 3379)

Ses amendements n°s 421 et 422 rectifié (p. 3380)

Son sous-amendement n° 674 à l'adt n° 70 de la commission (p. 3381) : adopté (p. 3382)

Ses amendements n°s 423 et 447 (p. 3382)

Après l'article 31

Son amendement n° 448 (affections de longue durée : amélioration du parcours de soin) (p. 3383) : rejeté (p. 3384)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3389)

Article 33 (répartition géographique des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire)

Ses amendements n°s 450 (de suppression) et 676 (p. 3399)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3412)

Son amendement n° 451 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3418)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3422)

Ses amendements n°s 542 et 543 (p. 3423 et s.)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3439)

Après l'article 36

Son amendement n° 429 précédemment réservé (établissement d'un répertoire des équivalents thérapeutiques) : rejeté (p. 3441)

Son amendement n° 427 précédemment réservé (mise en œuvre d'une banque de données administratives et scientifiques sur les médicaments) : rejeté (p. 3441)

Son amendement n° 428 précédemment réservé (mise en œuvre d'une banque de données administratives et scientifiques sur les produits de santé et prestations de services associées) (p. 3441) : rejeté (p. 3442)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Son amendement n° 455 (p. 3443)

Article 38 précédemment réservé (déclaration des produits et prestations remboursables)

Son intervention (p. 3444)

Après l'article 38

Son amendement n° 431 précédemment réservé (possibilité pour le public d'être informé des conditions de prise en charge des dispositifs médicaux remboursables auprès des organismes assurant cette prise en charge) : rejeté (p. 3444)

Son amendement n° 432 précédemment réservé (conditions d'établissement d'un devis détaillé pour la vente de prothèses auditives) : rejeté (p. 3444)

Article 39 (restructuration du réseau des officines de pharmacie)

Son intervention (p. 3446)

Article 41 précédemment réservé (contribution financière des établissements de santé à la Haute autorité de santé - HAS)

Son intervention (p. 3450)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Son intervention (p. 3450)

Ses amendements n°s 459 et 456 rectifié (p. 3455 et s.)

Article 44 précédemment réservé (groupements de coopération sanitaire)

Ses amendements n^{os} 460 à 463 (p. 3467 et s.)

Après l'article 44

Son amendement n^o 464 précédemment réservé (extension aux centres hospitaliers régionaux de la possibilité de recruter des praticiens libéraux) : adopté (p. 3469)

Article 45 précédemment réservé (financement des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 3472)

Après l'article 45

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 2007] (p. 3475)

Article 48 précédemment réservé (fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - FIOCS)

Son amendement n^o 503 (p. 3476)

Article 50 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3477)

Article 52 précédemment réservé (contribution des régimes obligatoires d'assurance maladie à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires - EPRUS)

Son intervention (p. 3478)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n^o 673 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution du fonds pour l'emploi hospitalier au financement des heures supplémentaires non récupérées ou non payées) (p. 3479)

Avant l'article 54

Intervient sur l'adt n^o 497 précédemment réservé de M. Roland Muzeau (subordination de l'octroi de ristournes de cotisations d'accidents du travail au contrôle de la réalité des efforts de prévention de l'entreprise) (p. 3481)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)

Son amendement n^o 513 (de suppression) (p. 3483)

Après l'article 64

Intervient sur l'adt n^o 476 de Mme Valérie Boyer (extension aux directeurs des autres caisses nationales du pouvoir de nomination des dirigeants des organismes locaux reconnu au directeur général de la CNAM) (p. 3491)

Article 65 (renforcement des moyens de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole - CCMSA)

Son intervention (p. 3492)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n^o 618 de la commission (encadrement du coût des délégations de gestion en matière d'assurance maladie) (p. 3493)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3494)

Son amendement n^o 514 (de suppression) (p. 3495)

Après l'article 66

Son amendement n^o 436 (information réciproque des organismes d'assurance maladie et d'assurance maladie complémentaire) : rejeté (p. 3496)

Après l'article 69

Son amendement n^o 437 (conditions de recouvrement et d'attribution des indus) : rejeté (p. 3504)

Explications de vote et vote [30 octobre 2007] (p. 3554)

Ses explications de vote (p. 3557)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3557)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4495) : rejetée (p. 4499)

Son rappel au règlement (cf. supra) [22 novembre 2007] (p. 4500)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : franchise (p. 4497, 4507)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4496)

Professions de santé : rémunération (p. 4496)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 4495)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 4496)

Santé : accès aux soins (p. 4495)

Santé : données médicales (p. 4496)

Santé : politique de la santé (p. 4497)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4496)

Sécurité sociale : déficit (p. 4495)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

*ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS***[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)***Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)*Ses amendements n^{os} 311, 310, 312 et 313 (p. 4328, 4330, 4331)**Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)*Après l'article 5*Son amendement n° 259 (obligation pour tout commerce de plus de 300 m² de consacrer 10 % de ses achats nets alimentaires aux fruits et légumes) (p. 4723) : rejeté (p. 4724)

Son amendement n° 260 (obligation de consacrer 10 % des investissements publicitaires des entreprises commerciales alimentaires à l'information nutritionnelle) (p. 4724) : rejeté (p. 4725)

Son amendement n° 261 (obligation pour les grandes surfaces alimentaires de plus de 1 500 m² de réserver 20 % de la superficie d'information promotionnelle à des messages d'éducation sanitaire et nutritionnelle) : rejeté (p. 4725)**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 janvier 2008] (p. 58)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 98, 106)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 111)

Proposition de loi n° 616 relative à l'extension du chèque emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 705)*Après l'article unique*Ses amendements n^{os} 3 et 4 (p. 706) : rejetés (p. 707)**Proposition de loi n° 781 visant à combattre l'incitation à l'anorexie**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1541)

Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 1546 et s.)

Droit pénal : manipulation mentale (p. 1546 et s.)

Femmes : politique à l'égard des femmes : anorexie (p. 1546 et s.)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : anorexie (p. 1546 et s.)

Santé : anorexie (p. 1546 et s.)

Santé : maladies mentales (p. 1546)

Santé : obésité (p. 1547)

Santé : protection (p. 1546 et s.)

Discussion de l'article unique [15 avril 2008] (p. 1552)*Après l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 1 de Mme Valérie Boyer (assimilation de l'utilisation d'une photographie représentant une personne retouchée, et non signalée comme telle, à une pratique commerciale trompeuse) (p. 1552)

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Valérie Boyer (inscription d'un enseignement spécifique sur les troubles du comportement alimentaire dans les programmes d'études médicales) (p. 1554)

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de Mme Valérie Boyer (soumission des personnes employées comme mannequins à un examen médical régulier prenant en compte leur indice de masse corporelle, dans le cadre de la médecine du travail) (p. 1555)

Titre

Intervient sur l'adt n° 5 de Mme Valérie Boyer (nouveau Titre : "Proposition de loi visant à lutter

contre les incitations à la recherche d'une maigreur extrême ou à l'anorexie") (p. 1555)

Explications de vote et vote [15 avril 2008] (p. 1556)

Ses explications de vote (p. 1556)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1556)

Débat sur l'organisation du système de santé en France

[19 juin 2008] (p. 3615)

Son intervention (p. 3629)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 3630)

Professions de santé : pharmaciens (p. 3630)

Santé : droits du malade (p. 3630)

Santé : accès aux soins (p. 3629 et s.)

Santé : santé publique (p. 3629 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4334)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4465, 4467)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4992)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5217)